



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

RSA pour les jeunes de moins de 25 ans

Question au Gouvernement n° 4100

Texte de la question

RSA POUR LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

M. le président. La parole est à Mme Lamia El Aaraje.

Mme Lamia El Aaraje. Je tiens tout d'abord à dénoncer l'acte de violence inacceptable qui s'est produit dans la Drôme. Nous estimons, au sein du groupe Socialistes et apparentés, que la violence n'a pas sa place dans le débat démocratique et tenons à l'affirmer aujourd'hui aux côtés de tous ceux qui, comme nous, représentent la nation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la situation que nous traversons a des effets durables sur le moral et sur le portefeuille de nos concitoyens.

M. Julien Aubert. Vous ne nous apprenez rien !

Mme Lamia El Aaraje. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que les plus éprouvés sont ceux qui étaient déjà les plus fragiles socialement.

M. Julien Aubert. En effet ! *(Sourires.)*

Mme Lamia El Aaraje. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la pauvreté explose et que les jeunes sont particulièrement concernés.

Ces jeunes sont divers – actifs, en cours d'insertion, étudiants ou en apprentissage – mais ils ont un point commun : le chômage comme seul horizon, l'isolement en perspective continue et un amer sentiment d'abandon.

M. Pierre Cordier. Il faudra en parler à Mme Hidalgo !

Mme Lamia El Aaraje. Comment pourrions-nous nous résoudre à ce qu'un million et demi de jeunes vivent en France sous le seuil de pauvreté et que 30 % des moins de vingt-cinq ans soient touchés par le chômage ? Comment pourrions-nous nous résoudre à ce que nos jeunes fassent la queue aux distributions alimentaires, aient à choisir entre leur loyer et leur subsistance ?

Monsieur le Premier ministre, il est temps de leur donner le minimum de ce que nous leur devons : mettez en place le RSA pour les moins de vingt-cinq ans ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.)* De nombreux territoires sont prêts à l'expérimenter. Je vous relaie l'appel de quinze présidents de département et de la maire de Paris, Anne Hidalgo (Exclamations sur les bancs du groupe LR),...

M. Sylvain Maillard. Ah !

Mme Lamia El Aaraje. ...pour vous demander de retrouver un minimum de cohérence avec l'héritage social de notre pays en permettant cette expérimentation. Cessez de vous entêter avec des arguments idéologiques sur l'assistanat et sur le travail (*Exclamations sur les bancs des groupes LaREM et LR*), personne ne rêve de vivre avec le RSA. Celui-ci n'est que le retour à un minimum de dignité pour subsister, dignité justement nécessaire pour reprendre des parcours de formation et intégrer le monde du travail. Monsieur le Premier ministre, je vous le demande solennellement : pour que nos jeunes puissent rêver encore, permettez leur déjà de se nourrir ! (Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Permettez-moi à mon tour de vous féliciter pour votre élection dimanche dernier, mais permettez-moi aussi de vous dire que je m'étonne que votre groupe Socialistes et apparentés, et les présidents de conseils départementaux que vous avez évoqués, fassent preuve d'autant d'aveuglement (*Protestations sur les bancs du groupe SOC*) en refusant de voir que le plan « un jeune, une solution », lancé depuis juillet dernier, est un plan inédit pour accompagner la jeunesse afin qu'aucun jeune ne reste sur le bord de la route. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.) Mais je vous remercie de me donner à nouveau l'occasion de dire que jamais un Président de la République n'a à ce point placé la jeunesse au cœur de son projet. (Mêmes mouvements.) Le plan « un jeune une solution », ce sont ainsi 9 milliards d'euros pour accompagner chaque jeune dans l'accès à un emploi, à un apprentissage ou à une formation, ou bien pour bénéficier d'un accompagnement vers l'emploi, pour ceux qui en sont les plus éloignés.

M. Christian Hutin. Elle était de gauche !

M. Fabien Di Filippo. Mais elle a changé d'étiquette !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Même si cela vous gêne, vous voyez bien que ce plan porte ses fruits : 1,6 million de jeunes ont été recrutés en CDD de plus de trois mois ou en CDI depuis août dernier (*Mêmes mouvements*), plus de 500 000 contrats d'apprentissage ont été signés au cours de l'année 2020, soit un record absolu dans notre pays, et depuis le début de cette année, plus de 380 000 jeunes ont déjà été accompagnés vers l'emploi.

Évidemment, il faut accompagner tous les jeunes qui ont des difficultés financières, mais nous, nous pensons que les jeunes méritent mieux que le minimum jeunesse que vous leur proposez et nous voulons non seulement les accompagner vers l'emploi, répondant ainsi instantanément à leurs difficultés financières présentes, mais également leur donner un accompagnement personnalisé pour qu'ils accèdent à un emploi durable. (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [Mme Lamia El Aaraje](#)

Circonscription : Paris (15^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4100

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juin 2021](#)